



CONVENTION PLURIANNUELLE D'OBJECTIFS 2025-2027

Accompagnement de la politique « Enfance Jeunesse » de la commune du Val

Entre les soussignés,

La commune du VAL,
Hôtel de ville, place de la Libération 83143 LE VAL
Représentée par son Maire, Monsieur Jérémy GIULIANO,
Désignée sous le terme « la commune »,

D'une part,

Et

L'association BILB'OK, association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901,
Dont le siège social est situé au Val, 22 Place Gambetta, représentée par son Président,
Monsieur Jérémy FLIPS,
Désignée sous le terme « l'association »,

D'autre part,

Il est convenu et arrêté ce qui suit :

Préambule

La commune du VAL met en œuvre une politique d'éducation à destination de l'enfance et de la jeunesse, avec le soutien financier de la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) du Var à travers différents partenariats (Contrat Enfance Jeunesse jusqu'en 2021, Projet Educatif Territorial, Plan Mercredis, Convention Territoriale Globale depuis 2022).

Les actions communales sont essentiellement destinées au public des écoles primaires, soit les enfants de 3 à 11 ans.

L'association BILBOK – domiciliée sur la commune – est une association agréée Jeunesse Education populaire, Espace de Vie Sociale et ESUS. L'association est un vecteur de lien social, de mixité et de citoyenneté au cœur des territoires ruraux et urbains. Son engagement et son expertise contribuent à créer des espaces socioculturels en direction des jeunes et des familles toutes générations confondues afin de remettre de la vie dans la ville.



BILB'OK est une Association qui s'inscrit dans le champ d'une économie alternative et solidaire et de l'éducation populaire grâce à son point information Famille, et son pôle jeunesse plus spécialement orienté vers le public des 11 à 17 ans et des jeunes adultes de 18 à 30 ans.

Considérant la complémentarité des actions menées par la commune et l'association dans le champ de l'éducation, les deux parties ont signé une première convention de partenariat couvrant la période 2018-2021, puis une seconde couvrant la période 2022-2024.

Elles désirent poursuivre ce partenariat dans le cadre de la Convention Territoriale Globale signée avec la CAF du Var.

Article 1 – Objet de la convention

La présente convention pluriannuelle est établie dans le cadre de la Convention Territoriale Globale (CTG), approuvée et financée par la CAF du Var concernant le volet Enfance/Jeunesse.

Article 2 – Durée de la convention

La présente convention est signée pour une durée de 3 ans à compter du 1er janvier 2025.

Article 3 – Engagements de l'association

Dans le cadre partenarial ci-dessus défini, l'association s'engage, à son initiative et sous sa responsabilité, à mettre en œuvre en cohérence avec les orientations de politique publique de la commune mentionnées en préambule, des services en direction des familles dans le cadre du schéma départementale du Var.

1. Les services proposés

- Accueil de loisirs près- adolescents « La passerelle du Val Jeunesse 11-13 ans »
- Espace jeunes « Le Val Jeunesse 14-25 ans »
- Bureau Information Jeunesse « 11-30 ans » accueil, orientation et accompagnement
- Point information Famille



2. Les actions :

Objectif : proposer une structure de loisirs éducatif de proximité aux Jeunes résidents.

- Gestion et organisation d'un accueil de loisirs pour les pré-adolescents de 11 à 13 ans et un espace de jeunes pour ceux de 14 à 25 ans.
- Gestion et animation d'un Bureau Information Jeunesse à destination des familles et jeunes de la commune et des alentours
- Un lieu de détente, de jeu, de loisir,
- Un espace de parole, d'expression et d'écoute,
- Un espace de socialisation,
- Un espace numérique
- Un espace de regroupement entre pairs,
- Un lieu de rencontres intergénérationnelles, notamment par le biais d'un partenariat avec le C.C.A.S de la commune à travers différentes actions
- Un lieu de formation (aide aux devoirs, accompagnements à la scolarité ou formations).

Le pôle du BILB'OK Jeunesse s'apparente à un accueil de loisirs ou un espace jeunes point rencontre et information jeunes qui offre une souplesse de fonctionnement approprié aux adolescents et aux jeunes. Le projet éducatif de la structure est basé sur l'accompagnement du jeune citoyen, l'autonomie, le partage.

3. Activités de Loisirs éducatif de proximité :

- Développement de séjours à dominante sportive et culturelle, en hébergement ou itinérance, sur des périodes allant de 3 à 15 jours à destination des enfants et des jeunes et des familles de la commune.
- Aide à la définition et à l'élaboration des projets émanant des jeunes eux-mêmes, départs autonomes aux vacances, rentrée en formation, permis, études, service civique, mobilité internationale, jobs d'été...
- Mise en place d'événements socio culturels, environnementaux et socio sportifs organisés et animés par les jeunes (en synergie avec les associations locales et la collectivité).
- Mise en place d'actions en direction de la parentalité en faveur de la jeunesse avec les partenaires CAF, Mission Locale, CODES, SDJES, DRAJES, Ecoles de la deuxième chance, France travail, Cedis...



L'association s'engage en outre à soutenir les actions menées par la commune en participant à :

- La poursuite et amélioration du travail de synergie avec le Service Enfance de la commune qui s'occupe des enfants âgés de 3 à 11 ans.
- Des actions d'animation à destination des enfants de 3 à 11 ans sur les temps périscolaires et extrascolaires dans le cadre du PEDT et du Plan mercredi.
- L'aide à l'accompagnement et au financement de formations dans le domaine de l'animation et de l'éducation (BAFA, BAFD, CPJEPS, BPJEPS...)
- Rendre lisible les dispositifs existant en faveur de la jeunesse et des familles par le biais des réseaux d'appartenance de l'association CRIJ (Centre Régional Information Jeunesse), FONJEP (Fond coopérative de la jeunesse de l'éducation Populaire), préfecture, Caf du Var, DRAJES, SDJES, CAMI, EURODESK, Département, Région ...
- La mise à disposition du mini-bus de l'association (sous réserve de disponibilité) pour les sorties du centre de loisirs des enfants de 3 à 11 ans.
- La coorganisation avec la commune d'événements à destination des familles, enfants et des jeunes.

Article 4 – Engagements de la commune

Afin de soutenir les actions de l'association, la commune s'engage à :

- Mettre gracieusement à disposition de l'association, une salle du bâtiment annexe du centre de loisirs du Petit Baou lors des vacances scolaires pour l'accueil adolescents des 11/13 ans que l'association gère.
- Mettre ponctuellement à disposition de l'association d'autres salles municipales (sous réserve de disponibilité et d'une demande écrite adressée 15 jours avant), pour exercer son activité.
- Mettre à disposition des moyens matériels (sous réserve de disponibilité et d'une demande écrite adressée 15 jours avant) habituellement prêtés aux associations (tables, chaises, podium, etc.).
- Lors de l'utilisation du mini-bus de l'association, la commune prendra en charge les frais d'essence et la personne qui conduira le véhicule devra être habilitée.



Article 5 – Valorisation et communication

Lors des actions évènementielles coorganisées, ou des actions en faveur des familles et de la jeunesse l'association et la commune s'engagent respectivement à coopérer et à valoriser leur partenariat.

Les deux parties s'engagent à mentionner leur partenariat lors de toute communication publique ou médiatique relative au projet faisant l'objet de la convention. Les signataires s'autorisent à réaliser ou faire réaliser des documents sur le projet (photos, articles de presse, etc.) qui pourront servir à la communication de chacun d'eux et où figureront obligatoirement les logos des deux parties prenantes.

Article 6 - Participation financière

6.1- Montant de la subvention

En contrepartie des moyens humains et techniques apportés par l'association, la commune participe au cofinancement des actions prévues par la présente convention.

Cette participation n'est pas exclusive des autres subventions qui pourraient être accordées par l'État, la Région, le Département ou d'autres partenaires privés à l'association.

Le montant de la subvention annuelle est fixé à 10 000 €.

Ce montant correspond à la programmation des actions prévues annuellement et validées en concertation avec la commune et annexée chaque année à la présente convention.

L'annexe financière à la présente convention sera révisée chaque année avant le 31 mars, et validée par les deux parties.

Article 7 – Versement de la subvention annuelle

La subvention annuelle sera versée en deux fois dans les conditions suivantes :

- 50% du montant annuel après signature de l'annexe financière, soit avant le 31 mars de l'année N ;
- Le reliquat avant le 31 octobre de l'année N, et après présentation par l'association d'un bilan provisoire des actions effectuées.



Article 8 - Suivi de la subvention

8-1 Suivi des activités de l'association

La subvention contribuera exclusivement aux actions définies dans l'article 3 de la présente convention et détaillées dans l'annexe financière annuelle.

L'association rendra compte à la commune de ses actions au titre de la présente convention :

- Dans un bilan intermédiaire, établi avant le 31 octobre de l'année N ;
- Dans un rapport d'activité détaillé justifiant des dépenses réellement effectuées, portant sur la réalisation des activités prévues au titre de la présente convention, qui devra être remis à la commune dans les trois mois suivant la date anniversaire de la convention.

La commune procède conjointement avec l'association à l'évaluation des conditions de réalisation de l'action à laquelle elle a apporté son concours sur un plan quantitatif comme qualitatif.

8-2 Contrôle financier de la subvention

Le bilan de clôture, le compte de résultat et un compte-rendu financier de l'exercice concerné seront déposés auprès de la commune qui a attribué la subvention, dans les six mois suivant la fin de l'exercice pour lequel elle a été attribuée conformément aux modalités de l'article L. 1611-4 alinéa 2 du code général des collectivités territoriales et de l'arrêté du 11 octobre 2006.

A ce titre, la collectivité pourra effectuer un contrôle de l'utilisation de la subvention sur pièces et sur place. Si les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées, l'association devra reverser la subvention selon les modalités de l'article 13.

Article 9 – Garantie de techniques et de sécurité

Au titre des prestations auxquelles elle s'oblige, l'association s'engage à agir en totale conformité avec la législation et la réglementation relative aux garanties techniques et de sécurité propre à la discipline.



Pour répondre et satisfaire au mieux à son obligation de sécurité, elle s'engage notamment à :

- Confier les mineurs à un encadrement qualifié et à jour de sa carte professionnelle,
- Proposer des activités adaptées aux aptitudes physiques et techniques des intéressés,
- Faire cesser, dès sa première manifestation, une activité dangereuse,
- Prévenir tout risque d'accident dont l'imminence serait patente,
- Eviter que les enfants et les jeunes ne s'exposent à des dangers dont ils pourraient sous-estimer la gravité.

L'association devra fournir une assurance responsabilité civile pour les activités, les locaux et l'utilisation des matériels mis à disposition.

Article 10 – Pièces à fournir

La présente convention est soumise à la condition pour l'association d'avoir présenté les pièces suivantes qui seront annexées à la convention :

- Statuts de la structure,
- Projet Educatif de l'Espace Jeunesse de l'association,
- Attestation ou justificatif d'assurance,
- Attestation ou justificatif d'assurance responsabilité civile,
- Copie des diplômes des intervenants et les cartes professionnelles,
- Récépissé de la déclaration auprès du S.D.J.E.S.
- R.I.B.

La commune s'engage à transmettre l'avis de la commission de sécurité concernant le bâtiment dédié à l'accueil de loisirs des 11/13 ans et l'assurance à responsabilité civile.



Article 11 – Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par la commune et l'association.

Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée sous la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.

Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, l'autre partie peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 12 – Résiliation de la convention

En cas d'absence de respect par l'association de ses engagements contractuels, la commune pourra résilier de plein droit la présente convention à l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure. La subvention déjà versée devra être réservée à la commune.

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir à l'expiration d'un mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 13 – Reversement de la subvention et de l'avance de trésorerie

L'association devra reverser en toute ou partie de la subvention octroyée par la commune dans les hypothèses suivantes :

- Les pièces, documents ou justificatifs demandés n'ont pas été présentés à la commune ou se révèlent être volontairement erronés,
- Les sommes n'ont pas été utilisées conformément à l'objet pour lequel elles avaient été versées,
- En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution,
- En cas de résiliation suivant les cas prévus en article 12,
- En cas de non-réalisation ou réalisation partielle du projet et du budget de fonctionnement présenté par l'association.

Délais de remboursement de la subvention :



- Six mois après chaque date anniversaire de la convention,
- Immédiat si résiliation de la convention.

Article 15 – Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait au Val

Le

Pour la Commune
Jérémy GIULIANO
Maire

Pour l'association
Jérémy FLIPS
Président